La Commune de Paris

Un régime mille fois plus démocratique (p.8)

l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
19 mars 1976

No 452

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Tous ensemble, en même temps

Après Bordeaux et Clermont-Ferrand, c'est donc à Paris que des milliers d'étudiants sont descendus dans la rue, indignés par la réforme Soisson et le cynisme de la secrétaire d'État aux Universités, Saunier-Seite, celle qui répond aux étudiants - chômeurs «étudiez donc pour le plaisir...».

Au projet de réforme réactionnaire, au cynisme, il fallait bien sûr que le gouvernement des banquiers et des patrons ajoute les coups de bâtons : il a envoyé ses bandes armées. Mais les étudiants, dont la plupart était bien jeune en 1968, ont retrouvé les gestes de leurs aînés, ils ont dépavé, ils ont renvoyé les grenades au fluor lancées par les CRS, bref ils ont riposté du tac au tac : ils ont osé répondre par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire.

Cela donne au mouvement étudiant d'ampleur nationale une signification politique à ne pas négliger. Comme les petits viticulteurs, qui eux, il est vrai, sont allés plus loin en sortant les fusils de chasse, les étudiants acculés au chômage ne sont pas prêts à capituler ni devant le gouvernement des banquiers et des patrons, ni devant les récupérateurs envoyés par la bourgeoisie : les révisionnistes du PCF. Comme les viticulteurs et les petits paysans, en général, ils comprennent la nécessité de leur solidarité avec la classe ouvrière.

C'est important car l'unité et la violence révolutionnaire constituent deux points clés pour les succès des mouvements de masse en cours.

Voilà pourquoi pour leur part les marxistes-léninistes travaillent à populariser le caractère commun de toutes les luttes. Ce sont toutes des luttes justifiées par les conséquences de la crise et de l'exploitation capitaliste, ce sont toutes des luttes où les masses s'organisent elles-mêmes sans attendre quoique ce soit en se dotant de moyens d'action démocratiques.

Luttes contre un ennemi commun, ces luttes doivent devenir des luttes de «TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !», ainsi elles deviendront dix fois plus efficaces et prépareront les grands combats révolutionnaires qui sonneront le glas du capital et de l'exploitation de l'homme.

A Paris : Révoltés par la réforme Soisson

DIX MILLE ETUDIANTS DANS LA RUE

(article p.3)

Les premiers affrontements : les étudiants résolus à ne pas reculer (photo HR).

AGRESSIONS FASCISTES

A la Faculté Censier (Paris)

Mercredi une trentaine de fascistes ont lancé des cocktails Molotov dans les couloirs et dans l'amphithéâtre au moment où se tenait une réunion. Plusieurs étudiants ont été blessés dont une jeune fille grièvement.

A la faculté de Médecine (Marseille)

Mercredi après-midi, un commando a attaqué à coups de barres de fer.

Une étudiante de 5e année a été sauvagement battue, traînée à terre et a reçu de nombreux coups sur la tête. Elle a été transportée par les pompiers à l'hôpital de Garde.

LE FRANC EN CHUTE LIBRE

La spéculation s'est de nouveau déchaînée mercredi sur les marchés des changes européens.

Le fossé se creuse de plus en plus entre d'une part le mark et le franc suisse et de l'autre, le franc français, la couronne danoise et le franc belge ainsi que la livre et la lire qui tous les jours battent leur record de baisse de la veille.

Des rumeurs selon lesquelles une réévaluation du mark serait imminente, ont remis le feu aux poudres, obligeant les banques centrales de France, de Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Belgique à intervenir.

Tous les spécialistes bourgeois s'accordent à déclarer que la situation qu'ils qualifient de dramatique, de désespérante ne peut plus durer et qu'un remaniement général des parités entre les monnaies européennes du «serpent» n'est plus qu'une question de temps.

105e anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris

DEFILE POPULAIRE ET UNITAIRE

Dimanche à 10heures

De la République au mur des fédérés

Foyers Sonacotra

Six délégués menacés d'expulsion

Face à la lutte déterminée des résidents immigrés des 47 foyers Sonacotra pour la diminution des loyers et la suppression du règlement intérieur, la bourgeoisie cherche à réprimer. Le Comité de coordination des foyers annonce, dans un communiqué, que six délégués algériens du foyer Romain-Rolland de St-Denis sont menacés d'être expulsés.

Les récentes déclarations du premier ministre et du ministre du Travail sont en fait des menaces. En effet, ils soulignent le soi-disant «aspect absurde» de la coexistence de plus d'un million de chômeurs et de plus de deux millions de travailleurs immigrés. C'est la théorie raciste qui veut justifier qu'en renvoyant les travailleurs immigrés dans leur pays, le problème du chômage serait résolu. Cela après les avoir fait venir pour les surexploiter, les avoir contraints à des conditions de vie misérable.

Les travailleurs immigrés sont nos *frères de classe* et ils sont parmi les plus touchés par le chômage et l'inflation, et c'est en tant que tels que nous nous battons à leurs côtés.

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra vient de lancer un *«appel aux travailleurs français»* pour qu'ils empêchent *«toute intervention policière»*.

Nous faisons nôtre cet appel.

On parle de prochaines coupures de gaz et d'électricité dans les foyers, de non-renouvellement des cartes de séjour, les services de police exigeant de se faire montrer les quittances de loyer.

Qu'il soit clair que toute attaque portée sur une partie de la classe ouvrière, doit exiger UNE RIPOSTE DE TOUTE LA CLASSE et des masses populaires.

le monde en marche

ITALIE : CRISE TOUS AZIMUTS

La crise monétaire italienne tourne à nouveau à la crise politique. Ald o Moro, président du conseil démocrate chrétien a convoqué hier les leaders de l'ancienne majorité éclatée lors de la crise de janvier, sociaux-démocrates et socialistes. L'hypothèse d'une participation du parti révisionniste italien au gouvernement est à nouveau évoquée par les partis socialistes et les républicains qui avancent la proposition d'une «plateforme commune» incluant le PCI. Cette fois-ci ce dernier qui jouait les coquettes lors de la dernière crise semble accueillir favorablement cette proposition, malgré l'opposition maintenue de la démocratie chrétienne qui répugne visiblement à s'enferrer à l'hameçon du «compromis historique».

Les démocrates chrétiens, actuellement réunis en congrès, se montrent profondément divisés sur cette question qu'ils devront pourtant trancher avant de se disperser dimanche. Mais il est douteux que l'approfondissement de la crise économique et financière permette à Aldo Moro d'attendre jusque là.

A l'ouverture de la bourse, mercredi matin, la chute de la lire était devenue verticale. Elle a, d'un seul coup, perdu 4,33 % par rapport au dollar sur le marché des changes, atteignant une dévaluation de fait de 28 % depuis le 20 janvier.

Sur le marché parallèle, la chute de la lire a été plus vertigineuse encore, le cours s'établissant à 1 000 lires pour un dollar. Il y a moins d'une semaine, le cap des 800 lires était considéré comme le seuil d'une véritable catastrophe économique !

Cette situation se traduit déjà par de spectaculaires hausses des prix. Le litre d'essence passant, par exemple de 315 à 500 ou 600 lires.

Pour tenter de sauver sa monnaie en banqueroute, le gouvernement italien accumule les emprunts. Son endettement extérieur atteindra bientôt 17 milliards de dollars.

Le PCI de Berlinguer semble cette fois décidé à marcher au pouvoir, aidé par la totale paralysie du gouvernement. Ses affiches p électorales tapissent déjà les murs de Rome. S'il parvient au gouvernement, l'échiquier politique européen risque d'être considérablement bouleversé en faveur de l'Union soviétique. Ce sont donc des événements très graves pour l'avenir des peuples européens qui se dessinent actuellement en Italie.

La tension grandit au Proche-Orient

Les préparatifs de guerre se multiplient en Israël où l'armée a été placée en état d'alerte à la frontière libanaise et les permissions supprimées. Les révélations de la CIA selon laquelle les autorités sionistes disposeraient de 10 à 20 engins atomiques «prêts à servir» apportent un nouvel élément au dossier des préparatifs de guerre sionistes. Une importante délégation du Pentagone dirigée par le sous-secrétaire d'État américain à la Défense, vient par ailleurs d'arriver en Israël pour rencontrer les principaux responsables militaires sionistes afin de «discuter des problèmes militaires communs aux deux pays».

Les dirigeants sionistes se font d'autant plus agressifs qu'ils sont plus isolés. Dans les territoires qu'ils ont volés au peuple palestinien les luttes populaires connaissent une nouvlle ampleur. En Cisjordanie occupée, les manifestations de lycéens se poursuivent sans discontinuer. Elles ont fait hier, mercredi, trois blessés graves par balles parmi les manifestants, pendant que trois policiers sionistes étaient, de leur côté, blessés à coups de pierre.

Pendant ce temps l'incertitude politique persiste au Liban où de violents combats auraient repris près de la frontière israélienne, au sud du pays.

Pourtant l'hypothèse d'une contrainte militaire obligeant le président Frangié à démissionner semble avoir été provisoirement écartée. Six jours après sa prise de pouvoir, le général Aziz Al Ahdad a indiqué que l'heure était à la «recherche d'un règlement politique» de la crise. Une fois de plus l'espoir se place dans les initiatives syriennes. Damas a été ces jours-ci le théâtre d'une intense activité politique. Le général Assad s'est entretenu plus de 6 heures mercredi avec Yasser Arafat et un certain nombre d'autres responsables palestiniens, après avoir rencontré plusieurs délégations de différentes forces politiques libanaises. Mais le mouvement phalangiste de Gemayel continue de se déclarer hostile à une médiation syrienne, tout en affirmant que le Liban se trouve dans une situation d'«effondrement total» pouvant mener «à une catastrophe et à une guerre internationale», tout comme le bloc des gauches dont le leader, Kamel Joumblatt, bien connu pour son prosoviétisme, vient de lancer un appel ambigu «aux Arabes et aux Palestiniens» leur demandant de laisser «la voie libre aux Libanais». Les heures à venir risquent de peser lourd pour l'avenir du Liban.

Quel avenir pour les enfants de Beyrouth.

Vers une révision de la Charte de l'ONU

Le comité spécial sur la charte des Nations unies vient de tenir sa première session pour discuter de la révision de la charte.

Les délégués de nombreux pays du tiers monde se sont élevés contre les théories des deux superpuissances, particulièrement de l'URS qui s'opposent à ce mouvement général.

Le porte-parole soviétique n'a-t-il pas déclaré dans son intervention que «l'opposition de la délégation soviétique à la réunion de la charte reste inchangée» et qu'une telle révision «n'est pas nécessaire ni réaliste, mais dangereuse».

La représentante du Libéria lui a vertement répondu que la charte n'est absolument pas immuable. Sans une telle révision, l'ONU ne s'adaptera pas à la situation mondiale qui a connu de grands changements. Elle a dénoncé en outre certains membres permanents du Conseil de sécurité, qui sous le couvert de clauses injustes de la charte, abusent de leur droit de veto pour réaliser leurs objectifs égoïstes, aux dépens des nombreux pays membres de l'ONU.

Le représentant du Vénézuela a souligné que la majorité des membres de l'ONU se prononcent en faveur d'une révision de la charte, notamment les nombreux pays du tiers monde ayant accédé à l'indépendance après une longue lutte anticoloniale. Ils exigent désormais l'égalité entre tous les membres.

La République populaire de Chine, membre permanent du Conseil de sécurité et disposant donc du droit de veto, s'est depuis longtemps élevé contre une telle institution inégalitaire et en a réclamé l'abrogation. Sa porte-parole au comité a réaffirmé cette position, soulignant que la révision de la charte dans un sens égalitaire cause une peur bleue aux deux superpuissances qui toutes deux prétendent dominer le monde. La révision de la charte, a-t-elle dit, est une tendance générale de la situation et une aspiration publique dans le monde. Nul ne saurait en endiguer le courant.

L'URSS SE PRÉPARE A LA GUERRE

Les préparatifs de guerre des deux superpuissances impérialistes ne cessent de s'accélérer.

Gretchko, ministre de la Défense a annoncé que l'URSS renforcerait sa puissance militaire en 1976 et pendant les cinq années suivantes.

Dans un discours prononcé mardi à une réunion du ministère de la Défense et publié mercredi par «l'Étoile rouge», organe de l'armée soviétique, Gretchko affirme notamment que «l'année 1976 doit devenir une année d'accroissement de la puissance de combat de nos forces militaires».

Avec la prétendue «détente» comment justifier la militarisation à outrance ? Gretchko déclare : «Il y a des dangers de guerre qui exigent un renforcement de la capacité défensive de notre pays, un accroissement de la puissance de nos forces militaires et que nous soyons prêts au combat».

nouvelles du monde

NOUVELLE CONDAMNATION D'ISRAEL

44 pays islamiques condamnent Israël pour avoir dépossédé des Arabes d'une vaste étendue de terre dans les zones occupées, pour y établir des kibboutz, chassant la population de ses foyers et la dépossédant de ses biens.

La déclaration accuse aussi Israël d'avoir tenté de modifier le statut culturel, religieux et politique de Jérusalem.

****

TIMOR EST : VICTOIRES DU FRETILIN

Au cours des 8 derniers mois, les forces de libération de Timor oriental dirigée par le FRETILIN ont anéanti plus de 15 000 soldats de l'armée d'invasion indonésienne, en ont capturé de nombreux autres et récupéré une grande quantité d'armes et de munitions.

Pour mener sa lutte le peuple de Timor Est utilise aussi bien les armes sophistiquées saisies à l'ennemi que les arcs et les flèches traditionnels.

Le ministre de la Défense de la République démocratique de Timor Est a pu ainsi déclarer : «L'Indonésie est notre fournisseur d'armes. Plus elle importera d'armes à Timor Est et plus le FRETILIN en récupérera.»

****

COLOMBIE : TROIS ETUDIANTS EN CONSEIL DE GUERRE

Des conseils de guerre fonctionnant avec une procédure accélérée jugent trois étudiants colombiens arrêtés au cours des manifestations de la semaine dernière, et l'un d'entre eux a été condamné à un an de prison.

Les avocats de l'étudiant ont fait appel, et les protestations d'universitaires se sont multipliées à l'annonce du verdict. Les étudiants ont organisé une manifestation de protestation, mardi à Bogota : deux véhicules ont été brûlés et des pierres ont été lancées contre les facades des sièges des différents partis politiques.

D'importantes patrouilles de police ont quadrillé dans la soirée la capitale, théatre de nombreuses manifestations étudiantes ces jours derniers.

****

PÉROU : LE PILLAGE DES TRANSNATIONALES

Le chef de la délégation péruvienne à la conférence de Lima sur les transnationales a condamné hier ces compagnies pour leur pillage économique des pays du tiers monde.

De 1955 à 1967, a-t-il dit, de grandes compagnies transnationales américaines ont obtenu de l'Amérique Latine un profit de quelque 13 000 millions de dollars, mais leurs investissements dans cette période n'ont été que de 3 661 millions de dollars.

Pour chaque dollar qu'elles ont investi au Pérou, les compagnies transnationales ont obtenu un profit de plus de 50 dollars !

Devant plus d'un millier de participants

La répression de Bourguiba au banc des accusés

Mercredi soir, c'est plus d'un millier de personnes — dont beaucoup de Tunisiens — qui sont venues au meeting de soutien aux luttes du peuple tunisien.

Le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie qui organisait ce meeting — avec l'appui d'autres organisations tunisiennes — organise une grande campagne d'information tant en Tunisie qu'en Europe. Les différents orateurs ont expliqué la situation en Tunisie, les luttes ouvrières et populaires, ils ont tous exigé : l'amnistie générale pour les victimes de la répression, la liberté pour tous les prisonniers politiques, les libertés démocratiques pour le peuple tunisien. En Tunisie, les familles de prisonniers, plus d'une centaine de personnalités ont signé des pétitions. L'organisme humanitaire «Amnesty international» a plus d'une fois dénoncé la répression, les procès expéditifs et truqués, ainsi que la torture qui s'y pratiquent couramment.

Dans leur intervention — en arabe — les marxistes-léninistes de El Amel Tounsi (Le Travailleur tunisien) ont fait le bilan de 20 ans de luttes, 20 ans de répression. Ils se sont penchés sur l'analyse de la dite «Indépendance» accordée le 20 mars 1956 (cette analyse sera bientôt traduite en français).

Parmi les nombreux messages de soutien à ce meeting, celui du FRAP, que la bourgeoisie française vient de prétendre interdire. Celui du Parti communiste marxiste-léniniste de France déclarait entre autre : *«Les vagues successives de procès et condamnations qui frappent des représentants bien souvent héroïques des masses populaires tunisiennes, témoignent que le peuple tunisien progresse sans cesse dans sa lutte pour le pain et la liberté. La haine que voue le peuple tunisien au régime antipopulaire et antidémocratique de Bourguiba n'est pas de celle que l'on peut étouffer par la répression. Cette répression prouve qu'en fait Bourguiba et ceux qui le soutiennent craignent leur peuple et que celui-ci remporte des succès.»*

Jeudi 18 c'est à Nancy que se tiendra un meeting sur le même thème, puis à Grenoble, Bruxelles... et le 27 mars à Genève avec «Amnesty international».

Mercredi à Paris, contre la réforme Soisson

10 000 étudiants dans la rue

23 flics blessés à l'issue de violents affrontements

Commencée sous un ciel bas, la manifestation des étudiants parisiens s'est terminée mercredi dans la soirée, sous la pluie. Dès 14 heures, des milliers d'étudiants venus de la quasi-totalité des facultés de la région parisienne s'étaient regroupés devant le centre universitaire de Jussieu, répondant à l'appel de la coordination des comités de grève.

A 15 heures la manifestation s'ébranlait, non sans que de violentes altercations aient eu lieu entre la masse des étudiants et les représentants de l'UNEF qui, non seulement tenaient à défiler avec leur propre banderole, mais exigeaient en plus qu'elle soit placée en tête du cortège ! Finalement ce groupuscule discrédité dans toutes les facultés devait être relégué complètement en queue de manifestation.

Derrière trois rangs de service d'ordre, les banderoles du Comité de grève des étudiants de Nanterre ouvraient le cortège. De nombreux mots d'ordre étaient scandés avec détermination par la masse des étudiants : *«Abrogation de la réforme Soisson» ; «Ni chômeurs, ni cadres du capital» ; «Patronat hors des facs» ; «IUT facultes – Soisson-Saunier veulent pas céder – c'est tous ensemble qu'il faut lutter» ; «Vigiles, CRS, fascistes hors des facs» ; «Non au chômage du travail pour tous» ; «Selection répression politique des patrons» ; «Ce n'est qu'un début continuons le combat».* Les étudiants de la faculté de Clignancourt qu'occupe depuis mardi la police scandaient également *«CRS hors de Clignancourt»* ; ceux de Vincennes écœurés par les pratiques des révisionnistes : *«UNEF trahison»*. A plusieurs reprises les manifestants entonnaient *«l'Internationale»* et scandaient avec force *«Une seule solution la révolution»*.

Vers 15 h 30, la manifestation qui n'avait cessé de grossir rassemblait environ 10 000 personnes. Les premiers rangs d'étudiants s'engageaient sur le boulevard St-Michel pour le descendre et ensuite se diriger vers le ministère de l'Éducation nationale. Ils se trouvaient alors nez à nez avec un barrage de CRS qui coupait le boulevard St-Michel. Après une petite attente la manifestation empruntait les petites rues et se dirigeait vers l'Odéon. En passant devant d'autres écoles, les manifestants, dont un certain nombre venaient visiblement de sortir de leurs cours, portant livres et cartables, scandaient des mots d'ordre tels que *«Étudiants vacataires même combat»*.

A plusieurs reprises les étudiants tentaient de regagner le boulevard St-Germain, ils en étaient empêchés par les forces de répression. C'est ainsi que de petites rues en petites rues, les manifestants, dont la combativité était grande, devaient parvenir au croisement du boulevard Raspail, de la rue du Bac et du boulevard St-Germain. Celui-ci était barré en deux points par les flics, et les étudiants étaient «pris en sandwiches». La moitié à peu près des manifestants quittaient alors les lieux. L'autre moitié devait peu après remonter le boulevard St-Germain en direction de l'Odéon. Mais petit à petit, une partie des petits groupes qui s'étaient éparpillés dans les rues avoisinantes rejoignaient le cortège.

Arrivant à la hauteur de la rue de Rennes, les étudiants rencontraient un barrage de CRS et de gardes mobiles. Ceux-ci tendaient ainsi aux manifestants un piège : ils les laissaient passer et les attaquaient aussitôt sur les flancs à coup de grenades au fluor. Immédiatement les étudiants se défendaient. Utilisant des barrières qui se trouvaient à côté, sur un chantier, les manifestants édifiaient une barricade. Aux CRS et gardes mobiles qui tiraient sur eux, à tir tendu, ils ripostaient avec des pavés. A plusieurs reprises, les flics devaient reculer, les étudiants leur renvoyant leurs grenades.

Ces affrontements violents duraient une heure à peu près. CRS et gardes mobiles devaient relever dans leurs rangs quelque 23 blessés dont un commissaire. Les étudiants se dispersaient ensuite, plus déterminés à l'issue de cette manifestation pour les batailles qui vont suivre et en particulier pour la manifestation de jeudi soir de la gare Saint-Lazare au secrétariat d'État aux Universités.

La réforme du premier cycle de l'enseignement secondaire

Chez les patrons dès 14 ans

Après avoir rendu public, la semaine dernière, son projet de réforme de l'école primaire, Haby vient de faire connaître son projet concernant les collèges, nouveau terme utilisé pour désigner les actuels CES, CEG et premier cycle de lycées. Le contenu de cette réforme était déjà connu. Il y a un an, Haby avait déjà présenté sa réforme de l'enseignement. Les luttes qui avaient alors eu lieu avaient obligé le gouvernement à reculer. Maintenant, c'est la même réforme que l'on nous ressort, mais morceau par morceau. On a d'abord eu la partie sur le primaire voici maintenant celle sur le premier cycle du secondaire.

A la sortie de l'école primaire, tous les enfants iront au collège dont Haby nous dit qu'il «est appelé à jouer un rôle fondamental dans la lutte contre les inégalités sociales et culturelles». Cette phraséologie ne vise qu'à cacher la poursuite de la sélection sociale déjà opérée à l'école primaire.

La masse des enfants de travailleurs sortira en effet de l'école primaire à l'âge de douze ans, après avoir fait deux cours préparatoires. La masse des enfants de la bourgeoisie, moyenne et petite, en sortira quant à elle, un an ou deux plus tôt, après avoir fait un seul CP.

Les quatre années de collège sont divisées en deux parties avec pour commencer deux ans d'«observation». Il y a un an, Haby déclarait que cette période devait permettre de préparer les uns à «la poursuite d'études ultérieures approfondies» et les autres «à la vie individuelle et sociale».

Cette fois-ci, Haby agit de façon plus dissimulée mais identique dans les faits.

Durant ces deux années il y aura en effet d'un côté un enseignement «lent» (section d'éducation spécialisée, classes à programme allégé) de l'autre un enseignement pour les «élèves particulièrement à l'aise» qui bénéficieront «d'activités d'approfondissement». D'un côté des enfants de travailleurs, de l'autre des enfants d'ingénieurs, cadres, etc., pour l'essentiel.

Dans les deux années dites «d'orientation» qui suivent, on introduit deux options. Les uns auront droit par exemple à l'option langues (latin, grec, langues vivantes). Les autres feront «l'essai d'une activité professionnelle, dans les ateliers du collège et au cours de stages qui peuvent s'effectuer en partie ou totalement dans les établissements spécialisés de formation professionnelle ou chez des professionnels agréés».

Là, on retrouve la sinistre loi Royer, permettant à des patrons d'exploiter comme manœuvres des jeunes de 14 ans sous le couvert d'«apprentissage».

Au terme de ces quatre années une grande partie des enfants d'ouvriers seront à leur tour ouvriers non qualifiés (ou chômeurs), les enfants de bourgeois, d'ingénieurs, de cadres, etc., ainsi que quelques enfants de travailleurs continueront leurs études. Une nouvelle sélection s'opérera ensuite. Mais ici, on attend le 3ème volet des réformes de M. Haby.

LA BELLE OBJECTIVITÉ QUE VOILA !

Selon une dépêche de l'agence France-presse tombée sur les télex à 21 h 05, ce serait *«300 éléments incontrôlés, casqués et armés de barres de fer»* qui se seraient affrontés aux CRS peu après 17 heures ! Ce serait donc cette poignée de manifestants qui auraient fait vingt-trois blessés parmi les CRS ! Le mensonge est un peu gros ! Mais la presse bourgeoise, aussi libérale que le gouvernement Giscard qui la contrôle, n'est pas à cela près. La vieille recette de Goebbels sur la propagande selon laquelle *«plus un mensonge est gros, plus il a de chance d'être cru»*, est encore en vigueur, on le voit !

21 mars : Sous le signe de l'unité des marxistes-léninistes

Le 12.3.76, le Parti communiste révolutionnaire (ml) nous a adressé la lettre suivante :

Nous vous invitons à participer au Rassemblement communiste que nous organisons à la Mutualité le dimanche 21 mars. Vous pourrez disposer d'un stand pour votre organisation.

Dans le cadre de ce meeting, nous comptons organiser un débat sur l'unité regroupant les organisations marxistes-léninistes. Chaque organisation sera représentée à la tribune lors de ce débat. Un exposé préliminaire de cinq minutes présentant la position de chaque organisation sur l'unité des marxistes-léninistes et ce qu'elles ont déjà fait dans ce sens aura lieu. Après cet exposé chaque représentant d'organisation devra répondre à trois questions posées par un journaliste du Quotidien du peuple. Ces trois questions sont les suivantes :

— Pourquoi les marxistes-léninistes parlent-ils aujourd'hui d'unité ?

— Qu'entendent-ils par unité ?

— Comment parviendront-ils à l'unité ?

Un représentant de notre parti participera à ce débat, la GOP nous a donné un accord de principe et l'UCF (m-l) a également été invitée.

En espérant recevoir une réponse rapide de votre part, recevez nos salutations communistes.

Après avoir pris connaissance de cette lettre nous avons décidé de répondre favorablement à la proposition du PCR (m-l) et de participer à son rassemblement dans les conditons qu'il nous a communiquées.

Cette journée sera donc placée sous le signe de l'unité des marxistes-léninistes puisque le matin nous manifesterons également avec les militants du PCR (m-l) de la République au Mur des Fédérés afin de célébrer le 105e anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris.

la France des luttes

Etablissements Duhamel (Roubaix)

Patron et CGT, main dans la main contre une travailleuse

Nous avons interrogé une jeune vendeuse licenciée abusivement par son patron. Dans cet article, elle tient à dénoncer les dirigeants CGT qui, tout au long de sa lutte pour passer aux prud'hommes, se sont trouvés aux côtés du patron : les révisionnistes veulent non seulement enchaîner la classe ouvrière à la légalité bourgeoise, mais ici ils s'opposent même à l'application des lois sociales arrachées à la bourgeoisie.

HR : Que faisais-tu aux établissements Duhamel ?

R : Je tenais le magasin d'entreprise depuis 2 ans et demi. Les affaires marchaient bien. Pourtant, plus j'en faisais, plus le patron se montrait exigeant. Selon lui, j'étais une tête dure, ce qui l'a incité à me licencier.

HR : Peux-tu nous parler de l'usine et des ouvrières, du syndicat CGT ?

R : L'usine st plutôt un grand atelier de confection. On y fait des survêtement, des pantalons de velours.

Quant au patron, il se croyait sorti de la cuisse de Jupiter. Les ouvrières le craignent énormément ; en plus elles étaient «sous politisées». La CGT locale n'a d'ailleurs rien fait pour élever leur niveau de conscience. A ce propos, Pasbecq responsable local de l'habillement est en très bons rapports avec Duhamel. Un jour il a appris aux déléguées CGT de mon entreprise que le patron offrait des flacons de parfun à toutes les ouvrières comme cadeau de fin d'année. Et il ajoutait qu'il le tenait de la bouche même de Duhamel.

HR : Peut-on connaître le motif de ton licenciement ?

R : C'est au bout de deux ans et demi que je travaillais dans le magasin (!). En plus, un jour, alors que je commencais à 14 heures, je viens au magasin à 13h 30 car il pleuvait. Il me demande le prix des survêtements. Je lui répond que tous les prix sont affichés en face de lui. Il se met à hurler... et deux jours plus tard, j'étais licenciée pour impolitesse.

HR : Ou se trouve la trahison de la CGT ?

R : Oui, voilà : j'ai déposé mon dossier à l'UL CGT de Roubaix. Après 2 mois d'attente, je tombe sur Pasbecq. Il me déclare que je gagnerai aux prud'hommes et que nous n'avions pas à perdre de temps.

Après de longues péripéties, je commençais à douter de la CGT. Par exemple, il me fixait des rendez-vous et, le jour convenu, il n'était pas là. En plus, il croit les patrons : en effet, il me dit que Duhamel avait payé mon préavis et mes congés payés. Il a fallu qu'il «s'informe» davantage pour me donner raison. Un jour il me fait entrer dans son bureau : il avait le syndicat patronal au bout du fil. Ces pourris me proposaient 2 mois de préavis, c'est-à-dire 300 F, alors que Duhamel me doit 17 000 F à peu près. Je dis que je refuse. Alors Pasbecq avec l'aide d'un autre ponte me sermonne en disant qu'on pourrait s'arranger à l'amiable, qu'ils ne comprennent pas mon attitude. Et ils ajoutent pour m'encourager à accepter : «Vous savez on est dans un système capitaliste, les lois sont faites pour los patrons». «Il faut être réaliste. Vous n'avez pas de preuves, M. Duhamel non plus.» Eh bien, disons qu'ils font confiance au patron. C'est comme ça que la CGT «défend» les travailleurs.

HR : Face à cette trahison, ne t'es tu pas sentie isolée ?

R : Non, car j'ai contacté un conseiller juridique : je passe en conciliation le 18 mars ; c'est-à-dire qu'une entrevue aura lieu pour voir si le patron maintien ses positions et moi les miennes.

En plus l'Humanité Rouge, des travailleurs révolutionnaires avec mon accord vont lancer une campagne d'information sur mon affaire pour :

— Payer le conseiller juridique et les frais des tribunaux.

— Dénoncer le patron fasciste et exiger que je sois blanchie. Car retrouver du travail, ce n'est pas facile vu mon bulletin de sortie, surtout qu'à l'agence pour l'emploi, beaucoup de gens connaissent mon histoire.

— Dénoncer la CGT, traître à la classe ouvrière.

HR : As-tu bon espoir ?

R : Oui, et il y a intérêt car le voleur me doit 17 784,45 F pour être précise.

Je vaincrai, malgré toutes les embûches. Je n'ai jamais baissé les bras, et vous m'avez aidé à dénoncer ces traîtres de la direction locale CGT. Mon exemple doit servir aux travailleurs.

CorrespondantRoubaix

Decazeville

LE CHOMAGE, UN METIER ?

A Decazeville comme ailleurs, le patronat licencie. Or, à la Stemat où 22 travailleurs ont perdu leur emploi, actuellement les commandes ne parviennent pas à être satisfaites par le personnel restant ! A la Cogeram, suite à la mise en pré-retraite d'un certain nombre de travailleurs, les commandes ne pourront être assurées, elles sont dirigées vers les entreprises lyonnaises. Ce sont deux exemples qui montrent bien que la politique patronale, outre son incohérence en apparence, a pour seul objectif la recherche du profit maximum avec le moins de personnel possible, quitte à ce que momentanément le travail soit effectué ailleurs. C'est-à-dire adopter l'emploi minimum aux besoins exclusifs de la production capitaliste.

La recherche d'un emploi

L'Union locale CFDT de Decazeville donne, dans un tract, plusieurs exemples de jeunes cherchant du travail.

Les chômeurs ne restent pas inactifs et essaient, souvent en vain, de trouver n'importe quel emploi. Par exemple, combien d'espoirs ont été donné à F... qui a reçu maintes convocations de l'ANPE se disant «en mesure de lui proposer un emploi». Autant d'espoirs, autant de déceptions. Après 8 mois de chômage, F... a enfin la grande joie d'avoir trouvé un travail.

Mais celui-ci est... temporaire, donc dans peu de temps il se retrouvera de nouveau chômeur.

C... (envoyé par l'ANPE) se présente dans une entreprise de mécanique qui recherche un ouvrier qualifié. Hélas, son expérience professionnelle n'était pas suffisante, il ne sera pas embauché.

Où et QUAND les jeunes sortant d'écoles techniques pourront-ils acquérir cette expérience professionnelle si l'embauche est subordonnée à cette dernière ?

Cela démoralise L... par exemple, ne veut plus aller pointer : «Ça ne sert à rien ça fait 6 mois que j'y vais, mais on ne m'a rien proposé».

Combien sont-ils dans son cas, diminuant ainsi le nombre officiel de chômeurs, sans que pour autant leur situation s'améliore ?

Rompre l'isolement

Cependant, nous sommes convaincus qu'être chômeurs n'est pas un métier ! Les jeunes VEULENT TRAVAILLER Aussi, il est indispensable de se connaître pour rompre l'isolement dans lequel on enferme le chômeur et de s'organiser pour combattre cette situation. Car ce n'est pas en restant chez soi et en pleurant sur son propre sort que l'on combat le responsable de cette situation : le système capitaliste.

C'est pourquoi, à Decazeville, des chômeurs ont décidé de se mettre en relation avec la CFDT. Le problème du chômage concerne aussi les travailleurs actifs.

La lutte des chômeurs fait partie du grand combat de classe, car tant que subsistera le capitalisme le chômage subsistera.

AIX-EN-PROVENCE :

MANUFRANCE EN GREVE

Depuis le 6 mars, le personnel de la succursale Manufrance d'Aix-les-Milles est entrée en lutte pour l'augmentation des salaires, 1/2 mois de salaire comme prime de vacances, remboursement des jours de grève, l'intégration des primes par secteur dans le salaire, etc.

A toutes les revendications, la réponse de la direction est : NON. Devant cette intransigeance, le 11 mars, nouvel arrêt de travail. Depuis la grève continue menée par 80 % du personnel, (sur 53 personnes dont une majorité de femmes), dans l'unité des syndiqués CGT et des non-syndiqués.

Depuis, l'inspecteur du travail a proposé sa «médiation» : une réunion a eu lieu le 15 mars. Mais que propose l'inspecteur du travail, en fait de médiation : une augmentation de 3 % qui de toute façon est obligatoire, puisqu'elle est depuis le 1er mars, le rattrapage du SMIG.

La direction prend prétexte de la mauvaise situation financière, pour refuser toute augmentation aux travailleurs.

Signalons que déjà auparavant, c'est le personnel qui a exigé le respect des normes de sécurité (issues de secours toujours fermées !) et des normes d'hygiène (WC à «ciel ouvert», importunant le personnel et la clientèle).

De toute façon, Manufrance peut payer ! Le principal actionnaire n'est-il pas la ville de Saint-Étienne (plus de 1/3 des actions) dont le maire est Durafour, ministre du Travail !

Manufrance verse des salaires de misère aux travailleurs, mais entretient une administration pléthorique et verse en 1975, 600 millions d'anciens francs à l'AS Saint-Étienne (Association sportive).

Manufrance n'hésite pas à exercer sa répression sur les travailleurs qui luttent. Ainsi un vendeur qualifié, technicien Hi-Fi, avait été muté à la manutention de dépôt et fut finalement licencié pour l'isoler des travailleurs.

Correspondant H.R.
avec les travailleurs
de Manufrance

UNE GRANDE PREMIERE A CHANTONNAY

Le 9 mars, les ouvrières de Limondin, après avoir débrayé une demi-heure, ont défilé avec le soutien d'autres travailleurs de la région (dont certains avaient débrayé par solidarité). Elles ont ainsi bloqué l'axe routier Nantes-Bordeaux. C'est au moins 500 travailleurs qui ont manifesté leur refus des 38 licenciements annoncés par le patron des établissements Limondin, aux cris de «Pas un seul licenciement», «Non au rendement, du travail pour tous». Une délégation déposa une motion au maire Crucis (président du Conseil général de Vendée), sans se faire aucune illusion : en effet, les manifestants repartirent en scandant : «Seule la lutte paye», «Paysans-ouvriers tous unis», «Tous unis nous vaincrons».

Ainsi, pour la première fois à Chantonnay la classe ouvrière a pu exprimer sa combativité et son unité dans une manifestation enthousiaste, résolue et pleine de dynamisme.

De plus, c'était des femmes, des femmes de Vendée, qui étaient à la tête de la manifestation. Une fois de plus, elles ont fait taire les réactionnaires et les défaitistes de tous poils. Elles ont montré que les femmes qui prennent en mains leur destin sont au moins les égales des hommes dans la lutte.

Correspondant H.R.

MONTBELIARD

AUX CYCLES PEUGEOT «NOUS N'ACCEPTERONS PAS DES MIETTES»

Les ouvriers des cyles occupent l'usine depuis le 5 mars (et non le 15) et ils la gardaient si bien, que les Peugeot, employeurs de mercenaires, n'ont pas osé envoyer leurs chiens de garde contre les grévistes. Il faut dire que tout était prêt pour les recevoir.

Pour nous intimider, les fascistes de l'encadrement ont mis dans les boîtes aux lettres un tract anonyme qui attaquait nommément plusieurs responsables de la lutte, et, plus que les autres, un camarade. Ce tract raciste salissait en particulier nos frères immigrés. Mais il n'a comme effet que de resserrer nos rangs pour nos revendications : 300 F pour tous, arrêt des procédures de licenciement.

Lundi matin, les travailleurs étaient massés devant les portes des cycles pour empêcher les camions de Sochaux de sortir des pièces ou des machines. Mercredi, 400 ouvriers ont manifesté à la sous-préfecture de Montbéliard.

Correspondant H.R.

la France des luttes

L'application de nouvelles classifications (2)

Peut-on se battre sur les qualifications ?

Le patronat de la métallurgie vient, en s'appuyant sur un accord signé par les seules FO et CGC, de déclencher une offensive qui prend l'allure d'une déclassification massive des travailleurs. Objectifs : leur faire payer la crise et les frais de la restructuration, casser leur combativité réintroduire son pouvoir discrétionnaire en matière de rémunérations.

Dans l'article précédent (HR No 449), nous avons tenté de res ituer cette offensive dans l'évolution historique des revendications. Nous allons essayer maintenant de dévoiler tous les pièges d'une bataille sur les qualifications, ceci avant de procéder à une critique plus précise de l'Accord du 25 juillet et de conclure par des propositions de riposte.

Dès que les patrons mettent sur pied des «plans de qualification», ils entendent donner à leurs «études de postes» un caractère soi-disant scientifique alors que les techniques utilisées (elles sont nombreuses) ont un caractère conventionnel. Même si l'on augmente le nombre de critères, si l'on dose une subtile pondération, si l'on affine le jargon employé. En fait l'objectif est clair : il s'agit de neutraliser le syndicaliste et de l'enfermer dans une règle du jeu dont il n'est pas le maître et qui n'a de vertu que d'être au service d'une politique patronale des salaires, de l'embauche, de l'encadrement, des conditions de travail, guidée par la recherche du profit maximum.

Qualifications et rémunérations

Le patronat présente la définition, poste par poste, voire cas par cas, de la qualification comme un instrument nécessaire à une meilleure organisation du travail dans l'entreprise, à une meilleure adaptation du personnel, et surtout à un classement «logique» des emplois dans le cadre d'un système de rémunération – système dont il se garde bien de définir les règles. Dès lors, il joue sur du velours, accordant, suivant les besoins de la cause, soit un coefficient supérieur sans augmentation de salaire, soit l'inverse. Et ceci d'autant plus facilement que les classifications nationales ne prennent pas en compte les conditions de travail.

En face, un mot d'ordre très souvent repris par les travailleurs est celui d'«à *travail égal, salaire égal*». C'est dire qu'ils ont conscience de la nécessité d'une certaine logique qui évite l'anarchie ou l'arbitraire des salaires. De plus, ils exigent que soient garantis les salaires de ceux qui en perçoivent les plus bas alors qu'ils assurent souvent les travaux les plus pénibles.

Enfin ils luttent contre le principe d'une *rémunération plus attachée à la machine*, à la fonction occupée, qu'à l'homme, à ses possibilités. Principe pourtant déterminant dans tous les sytémes patronaux qui divisent les travailleurs et conduisent à des déclassements, lorsque l'organisation change (mutations de postes) ou lorsque le travailleur est usé (et n'est plus capable de «tenir» le poste.

Qualifications et négociations

Avant même la sortie de l'accord du 25 juillet 75, pour casser des mouvements de revendications salariales, les directions ont souvent coutume de proposer aux délégués (et aux sections syndicales) la négociation d'un plan de qualification.

Systématiquement, elles engagent la négociation sur les aspects techniques de la qualification (choix des critères, description et définition des postes, etc). Les comités d'entreprise ou les sections qui acceptent ce processus se retrouvent rapidement noyées dans des «*commissions*» dites «*de travail*» qui s'éternisent et dévorent un temps considérable au détriment de l'action militante. Plus grave : les délégués participant aux négociations sont rapidement perçus par les travailleurs comme les «pères» de la méthode («ta» méthode, «ta» grille, «tes» cœfficients). La direction aura réussi ce qu'elle recherchait : faire assumer aux syndicats la responsabilité de la réorganisation et des nouvelles classifications. Ça s'appelle en langage prolétarien de la COLLABORATION DE CLASSES.

Deuxième objectif atteint par la direction : *ne pas aborder les problèmes de fond.*

Car la classification est bien l'échelle de répartition de la masse des salaires, c'est un élément du sytéme de rémunération. La négociation, si négociation il doit y avoir (problème de rapport de forces) devrait donc *d'abord s'engager sur la politique de salaires*, et celle-ci sous tous ses aspects :

– Evolution de la masse salariale (indexée sur quoi ?)

– Répartition de l'augmentation de la masse salariale : strictement hiérarchisée (d'où la revendication CGT de «valeur du point» unique, antagonique avec celle d'augmentations uniformes le plus souvent reprise par la CFDT), uniforme «binôme» (augmentation mini, plus pourcentage), ou déhiérarchisée (% dégressifs).

– Structure du salaire (importance donnée à l'ancienneté, par exemple).

– Garanties en cas de mutations, détachements, location, réorganisation, vieillissement, absences maternité, maladie ou service militaire.

Or, le nouveau plan de classifications est souvent présenté comme étant nécessité par une REMISE EN ORDRE indispensable. Des postes sous-classés doivent être revalorisés, des postes surclassés déclassés suivant la logique du plan. Ceci ne peut aller sans remous dans la masse des travailleurs, d'où le *besoin soudain de paritarisme.*

Finalement, les élus du personnel sont invités à prendre la règle à calcul pour mesurer une situation à un instant donné, le poste et son degré de responsabilité (ou d'«autonomie» suivant le mot à la mode au CNPF), dans certains cas de pénibilité. Or ce poste est toujours défini unilatéralement par la direction : qui peut donner une valeur à l'autonomie, si ce n'est la hiérarchie installée par le patron ? Pas question de débattre de son évolution : si au bout de quelque temps, la direction estime une autre remise en ordre, elle trouvera toujours une quelconque CGC dévouée à ses ordres.

Des négociations à l'échelon national ?

Le patronat met une grande souplesse dans l'application de l'accord du 25 juillet, pratiquant ici la plus grande rigueur, acceptant là des «améliorations» sous forme d'accords d'entreprise, monnayant partout la déqualification relative des catégories professionelles. Car les buts recherchés sont les mêmes, ici ou là :

– Saper les fondements des revendications salariales. Désormais, la réponse à la revendication n'est plus la négociation, sensible au rapport de forces, mais dans le recours au règlement, à l'examen individuel, cas par cas. Les postes étant classés d'une façon «logique» les uns par rapport aux autres, il n'y a plus de place pour un changement de leur position relative dans la grille des classifications, les différences hiérarchiques sont verrouillées.

– D'intégrer les travailleurs à l'entreprise, chacune ayant bientôt «ses» classifications.

– De diviser les travailleurs par une rémunération en miettes : «Un salarié par poste».

Dans ce cadre-là, proposer, comme le fait par exemple la Fédération de la métallurgie CFDT, de relancer l'action sur la revendication d'une négociation à l'échelon national, risque d'apparaître comme un combat d'arrière-garde dans une bataille dont le patronat a l'initiative et qu'il mène entreprise par entreprise. Mais nous reparlerons des possibilités de riposte après avoir étudié plus profondément, dans notre prochain article, l'accord lui-même.

Refusons de payer la crise
Contre la nouvelle grille des classifications
Forgeons notre unité à la base et dans l'action

A suivre

Luttes étudiantes

La lutte continue contre l'arrêté Soisson à la faculté des Lettres de Montpellier

L'UNEF HUEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ETUDIANTS

Lors d'une récente assemblée générale qui réunissait de 800 à 1 000 étudiants de la faculté des Lettres de Montpellier, les responsables de l'UNEF se sont trouvés fameusement isolés. Ils tentaient d'intervenir pour récupérer le mouvement, ils mettaient en valeur leur participation aux conseils des unités d'enseignement et de recherche (UER) et cherchaient ainsi à tromper les étudiants sur les pouvoirs dont disposent réellement ces conseils : ils voulaient entraîner la masse des étudiants sur cette voie de «participation» et de «concertation», voie d'enterrement des luttes s'il en est. Malheureusement pour eux les étudiants dans leur majorité ne s'en laissent pas si facilement conter. Et les représentants de l'UNEF se sont faits huer. Leur pratique de collaboration a été dénoncée. De partout les étudiants leur criaient : «Démission-démission».

Puis, preuve que les arguties des représentants de l'UNEF ne prennent pas, l'assemblée générale des étudiants a voté l'occupation des conseils d'UER pour les empêcher d'habiliter l'arrêté Soisson. L'assemblée générale a également décidé par vote la démission de l'UNEF de ces conseils.

C'est alors que les représentants de l'UNEF qui n'avaient pas dû bien comprendre la leçon qui venait de leur être donnée ont tenté une dernière fois de faire passer leur camelote. Ils sont intervenus sur les élections cantonales, mettant en avant les résultats du premier tour et l'avancée de la «gauche» et appeler les étudiants à «bien voter» pour le second tour ; mais ces derniers ne leur en ont pas laissé le temps. Ils les ont empêché de débiter leurs boniments en criant : «Récupération – Récupération». Les trotskystes, eux, qui avaient pris en main la conduite de l'assemblée générale, faisaient tout pour réclamer la parole aux «élus de l'UNEF» et pour calmer l'assemblée.

Gageons que les étudiants sauront isoler de façon aussi magistrale tous ceux qui s'opposent au mouvement, qu'ils aient nom révisionnistes ou trotskystes, et qu'ainsi ils se renforceront, souderont plus solidement encore leurs rangs et conduiront la lutte à la victoire.

Correspondant H.R.

Une brochure à lire

UNITE DES OUVRIERS ET DES PETITS PAYSANS
pour la dictature du prolétariat
E 100

Trois interventions prononcées au récent meeting de Rennes de L'Humanité-Rouge sont reproduites dans cette brochure éditée à E.100 24 rue Philippe de Girard Paris 20e :

– La première prononcée en breton et en français concernant les problèmes spécifiques de la Bretagne.

– La seconde présentée par un ouvrier de l'usine Sambre-et-Meuse de Saint-Brieuc, portant sur les luttes politiques et revendicatives des ouvriers bretons.

– La troisième présentée par Jacques Jurquet concernant la dictature du prolétariat, l'unité des ouvriers et des petits paysans, l'édification du Parti marxiste-léniniste unique, et la lutte contre les deux superpuissances.

D'une lectrice de Loire-Atlantique

«Nous, les femmes au foyer, nous pouvons aussi apporter notre pierre à la lutte pour la révolution.»

Je vous écris pour vous dire combien j'ai été contente de lire l'article du No 448 *«Des femmes en lutte aux côtés de leurs maris»*.

J'ai arrêté de travailler depuis deux ans pour m'occuper des enfants... et à la lecture des articles du No 444 du 9 mars, une fois de plus, étant devenue «femme au foyer» je me sentais exclue de la lutte.

Je comprends bien le rôle d'avant-garde des femmes qui luttent sur le lieu de travail. Mais la société fait tout pour que nous soyons amenées presque malgré nous à «choisir !» de rester à la maison. Aussi est-ce seulement une société socialiste (comme en Chine ou en Albanie) qui permettra à la grande masse des femmes de participer au travail productif et de jouer un rôle égal à l'homme dans la participation à la vie sociale.

Alors quand on est lié à la maison par toutes les tâches domestiques, par la «garde» des enfants, même si peu à peu on s'aigrit, même si on arrive à en vouloir au mari d'aller aux réunions le soir, *on a de bonnes raisons de vouloir lutter*. C'est pourquoi cet article m'a tant plu, car *il ouvre des perspectives* aux femmes que la société pousse à rester chez elles. Dès maintenant, tout en étant «femme au foyer» pouvoir apporter notre pierre à la lutte pour la révolution socialiste, voilà un exemple qui montre que c'est possible. Que les travailleurs, les chômeurs, les paysans en lutte associent leurs femmes à leur combat, cela ouvre des perspectives qui ont de quoi faire peur au PC et aux responsables de la CGT !

Dans les quartiers (comité de logement, de locataires), sur les écoles (association populaire...) etc. les femmes qui ne travaillent pas, du fait qu'elles ont plus de temps sont souvent présentes également. Apprendre à se regrouper, à unir autour de soi les familles populaires sur de justes revendications, c'est aussi, peut-être la possibilité pour les «femmes au foyer» de rompre l'isolement et de participer à la lutte. Sous la direction d'une organisation marxiste-léniniste, sans nul doute que les femmes, travailleuses ou non, ont leur rôle à jouer dès maintenant dans les luttes.

La société nous rejette. Sachons trouver notre place dans le combat pour une société socialiste, qui peut seule garantir le droit au travail pour tout le peuple.

Une lectrice.

Dans le Lot-et-Garonne

Une réunion publique pour impulser le soutien aux petits viticulteurs du Midi

A l'appel de l'Association Paysans-travailleurs du département, 200 personnes se sont réunies récemment dans une salle de la mairie de Clairac, en Lot-et-Garonne, autour de deux viticulteurs du Comité d'action viticole de l'Aude.

Les viticulteurs étaient venus pour permettre aux petits paysans du secteur de Clairac et des régions voisines de diffuser l'information sur leur riposte de Montredon. Ils étaient venus pour faire connaître largement leur lutte qui dure depuis plus de 12 ans, et pour favoriser une meilleure coordination entre les régions.

Au cours de la réunion, la solidarité au centre des débats (photo correspondant HR).

Des échanges précieux ont eu lieu à la faveur de cette réunion publique sur les problèmes du Bordeaux et du Cognac avec des paysans-travailleurs de la Gironde et de la Dordogne qui étaient venus.

Les questions de la solidarité entre ouvriers et petits paysans ont été placées constamment au centre des débats. Rappelant les luttes ouvrières et populaires massives qui se déroulent actuellement de l'autre côté des Pyrénées, plusieurs participants ont souligné que la solidarité active entre tous les exploités n'a pas de frontière...

Correspondant HR.

Quand la bourgeoisie organise des stages pour acheter des enseignants

Récemment, au CET de Montrouge (banlieue parisienne) un stage de 3 jours était organisé par le syndicat patronal des fabricants d'amiante-ciment (c'est-à-dire les trusts Eternit et Everitube) pour des professeurs-stagiaires des ENNA de ST-Denis et de Lyon. Voici quelques fait qui ont écœuré un grand nombre de stagiaires.

— Lundi midi apéritif et petit gueuleton au CET cuisiné et servi par le personnel de l'Éducation nationale.

— Mardi midi apéritif et gueuleton dans un hôtel 3 étoiles de Valenciennes, après visite d'une usine du trust.

— Mardi soir théâtre de boulevard, prix moyen d'une place au moins 30 F.

— Mercredi midi même chose que le lundi mais avec le champagne en plus.

— Mercredi soir gueuleton dans un grand restaurant parisien, menu à 120 F.

A tous ces repas participaient différents «pontes» de l'Éducation nationale, inspecteur, sous-directeur, etc. venus témoigner, sans doute, de leur bonne entente avec le patronat.

Les stagiaires ont également pu faire les constatations suivantes : utilisation des locaux et du personnel de l'Éducation nationale, mépris du personnel de service du CET pour qui une quête a été organisée dans une corbeille à pain... recouverte d'une serviette pour ne pas voir ce que chacun y mettait. Les stagiaires ont été pour le moins surpris de tant de «sollicitude» à leur égard, eux qui récemment encore étaient des maîtres-auxiliaires «taillables et corvéables à merci».

Évidemment face à cela des stagiaires ont réagi. Vu les conditions la réaction a été essentiellement spontanée. C'est ainsi que mardi soir certains ont refusé d'aller au théâtre, mercredi midi certains ont quitté le gueuleton avant la fin, mercredi soir un grand nombre de stagiaires ont boycotté le gueuleton de clôture. Et pour couronner le tout, chaque stagiaire a reçu au cours de ce repas une enveloppe contenant 60 F sauf bien sûr les «boycotteurs» !

Ce type de stage a lieu tous les ans et plusieurs fois par an ! D'où vient cet argent sinon du travail des ouvriers de chez Eternit et Everitube à qui l'on demande de serrer la ceinture puique certains d'entre eux chôment une semaine par mois ! Ajoutons que c'est également un des multiples moyens qu'utilise la grande bourgeoisie pour s'acheter la petite bourgeoisie intellectuelle (et cela avec la complicité de l'Éducation nationale). Mais cet objectif a, en partie, échoué et soyons sûrs que si la riposte avait pu être organisée elle aurait été massive.

Correspondant HR.

A Dijon

2 nouveaux foyers Sonacotra en grève

A Dijon, les résidents des foyers Mistral et La Fontaine d'Ouche ont cessé, respectivement à 100 % et 75 %, de payer leurs loyers depuis le début du mois. Les comités de résidents des foyers se sont mis en contact avec la coordination nationale des foyers Sonacotra et approuvent entièrement sa plate-forme revendicative. Ils refusent en conséquence de discuter régionalement et séparément avec la direction de la Sonacotra qui voudrait le leur imposer. Ils rejettent les tentatives de division auxquelles se livre la direction pour opposer travailleurs algériens et marocains notamment.

Il est à souligner que des comités de soutien à cette juste lutte se sont constitués sur le campus universitaire et dans les quartiers où se trouvent ces deux foyers.

Correspondant HR.

A TOUS NOS ABONNES

En réponse aux nombreuses questions que posent tant nos lecteurs de Paris que de province sur l'acheminement du journal, et les raisons qui font qu'il leur parvient avec un retard parfois important, l'administration de L'Humanité rouge rappelle que le journal est expédié tous les jours à Paris poste centrale (rue du Louvre) à 17 heures au plus tard, et que nos abonnés doivent donc le recevoir le lendemain matin. En conséquence, l'administration invite tous nos lecteurs insatisfaits par l'acheminement de L'Humanité rouge à adresser une réclamation aux PTT, seuls responsables des retards enregistrés.

REUNION PUBLIQUE
A ALLONNES (SARTHE)

Dans la foulée du grand rassemblement national ouvrier organisé à Paris le 14 février par les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien L'Humanité rouge.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS!
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert		Pli fermé	
1 mois	32 F	1 mois	60 F
3 mois	95 F	3 mois	180 F
6 mois	190 F	6 mois	280 F
Soutien	300 F	Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 30 226 72 La Source

culturel

LA MOITIE DU CIEL ET LA MOITIE DE L'ENFER

A propos d'une émission TV du 11 mars

La bourgeoisie a trouvé un moyen pour lutter contre le chômage : jeudi soir, une certaine Mme Le Roux, qui a travaillé pendant 20 ans paraît-il, mais sûrement pas à l'usine, et qui a choisi la vie «au foyer», était chargée de nous persuader que nous les femmes, nous ferions mieux de rester à la maison. Ça les arrangerait bien ces messieurs les capitalistes en crise, qu'un certain nombre d'entre nous restent chez elles au lieu de travailler. Pas trop quand même : juste assez pour faire baisser le nombre de chômeurs et garder une main-d'œuvre bon marché !

«VOUS TRAVAILLEZ POUR DE L'AMOUR»

Pour vanter les délices de la vie au foyer, rien n'a été épargné : *«Vous êtes libres, pas de patrons ! Vous n'avez pas d'horaires, vous ne travaillez pas pour de l'argent, vous travaillez pour de l'amour !»* Qu'en pensent celles qui ont à peine le temps de faire le ménage, les courses, la cuisine, entre les biberons et les heures de l'école ? «Quel plaisir rare qu'une chemise bien repassée ! qu'une vaisselle bien faite !» Conclusion ? pas de travail bien fait, pas d'amour familial ! Elle nous a dit aussi : à la maison, on dépense moins, on calcule mieux. Moralité : on se contente de ce qu'on a. Ah, bien sûr, en travaillant, on peut se payer... quoi ? des robes, le coiffeur, etc. Sûrement oui, demandez aux ouvrières si c'est pour ça qu'elles travaillent !

Côté sentiment, on en a fait aussi, beaucoup. Ce qui avait pour but essentiel de faire croire aux mères qui travaillent qu'elles sont des mères indignes : on interroge des «spécialistes», psychiatre, professeur : *«un enfant a besoin de sa mère toute la journée jusqu'à 3 ans»*. On nous attendrit sur des enfants qui restent seuls en attendant le retour des parents, alors que le vrai coupable est le système de société capitaliste, qui ne prend ni en compte, ni en charge aucun de ces problèmes.

«RESTEZ CHEZ VOUS !»

Dans cette émission, on a tout le temps profité des situations réelles de double journée de travail, d'emplois subalternes pour les femmes, etc., pour conclure : restez chez vous !

Ce n'est pas fini : après avoir regretté la famille d'autrefois, où la mère était là et où on avait des «traditions» (!), on s'attaque au couple : *«la femme au foyer n'est pas en état de dépendance par rapport à son mari : elle est heureuse dans le couple. Celle qui va travailler au-dehors, c'est souvent parce que ça ne va pas à la maison»* ! Bref, tout est fait pour que les femmes qui travaillent se sentent coupables.

Les exemples qu'on nous a donnés ? des bourgeoises, qui de toute leur hauteur nous disent *«moi j'ai travaillé parce que j'avais des conditions spéciales, mais si vous n'avez pas les mêmes, restez chez vous»*. Et celle, la seule représentante des milieux populaires, qui est obligée de rester chez elle parce qu'elle a sept enfants, on a tout fait pour la rendre ridicule, comme pour dire : *«Celle-là elle s'arrange mal, mais vous, vous serez plus intelligente que ça !»* D'ailleurs, c'est exactement ce que F. Giroud, interviewée, a dit : *«Le bonheur, c'est comme un gâteau, il faut avoir le tour de main»* ! Concluez : si vous ne vous arrangez pas pour être heureuse avec ce que vous avez, c'est de votre faute.

D'ailleurs, il ne faut pas rester enfermée chez vous ; faites du sport, du tennis ! Occupez-vous de la chorale, des vieux, de la SPA, de la politique (!), de la religion.

ET LES FEMMES QUI LUTTENT ?

Mais on chercherait vainement dans tout cela toutes les femmes pour lesquelles le travail est une nécessité, parce qu'il faut un 2e salaire. On cherche aussi toutes les femmes que le travail a transformées (même si Mme Le Roux affirme le contraire), que le travail a rendues plus indépendantes, conscientes de l'exploitation dont elles sont victimes au même titre que leurs maris.

Toutes les femmes en lutte : où sont dans cette émission les centaines de femmes de Lip, des Nouvelles galeries, de Cerisay, d'Orlane, etc. ? Où sont toutes les femmes qui se sont organisées, ont mené des grèves, des combats jusqu'à la victoire ? On n'en parle pas bien sûr, les bourgeois essayent de cacher tout ça, des fois que ça ferait plus envie que la réussite d'une blanquette de veau. Seulement ça serait dangereux ! Dangereux pour la bourgeoisie qui nous veut soumises et résignées, et qui, inquète, veut nous isoler les unes des autres, en nous renvoyant dans notre cuisine !

De plus, Mme Le Roux, qui a dû lire le livre de C. Broyelle, veut frauduleusement faire croire que «La Moitié du ciel» voudrait dire le travail, et s'opposerait à la moitié de l'enfer, qui serait la vie à la maison, et elle s'élève énergiquement contre cette conception.

Nous affirmons bien haut que «la moitié du ciel» représente les femmes, la moitié de la population, et que si nous nous opposons à la conception bourgeoise de «la femme au foyer», c'est parce que nous savons que nous avons un rôle déterminant à jouer dans la révolution, et que nous sommes bien résolues à le remplir.

Une lectrice de St-Brieuc

A Réhault, les travailleurs et les travailleuses se relaient jour et nuit pour occuper l'usine (60 % des femmes).

Cinéma

La maffia aux USA

Le porno se vend bien

Un correspondant de la revue de cinéma «Écran 76» rapporte, au cours d'un séjour à New-York, un certain nombre «d'impressions» et «d'informations» sur l'intérêt financier du cinéma pornographique aux USA.

A New-York, lorsqu'un visiteur se promène dans les longues rues, celui-ci a toujours un frisson *«lorsqu'il erre à la nuit tombée dans des rues réputées dangereuses, et même dans la fameuse "42 nd Street" brillamment illuminée par le néon des cinémas voués au porno»*. Mais ce correspondant estime que *«les vrais truands ne sont pas sur les trottoirs mais dans de confortables bureaux.»* Pour connaître le développement de la criminalité aux États-Unis, le correspondant explique que *«la lecture des pages culturelles du New York Times est parfois plus édifiante que celle des faits divers crapuleux»*. En effet ces rubriques révèlent *«que la mafia est en train de mettre la main sur le marché de la pornographie : depuis que celui-ci est devenu une mine d'or, "le milieu" s'est introduit par la terreur à tous les stades de la production, de la distribution et de l'exploitation»*.

C'est ainsi, rapporte le correspondant que *«des rois de la pègre ont pignon sur rue, ils ont fondé des sociétés qui distribuent des films pornographiques dont ils se sont emparés sous la menace»*. Le correspondant révèle quelques exemples très précis : *«Aussi les producteurs de "Behind the green door" ont-ils été purement et simplement dépossédés de leurs droits de distribution par une compagnie terroriste, "Gulf Distributors", qui les a menacés de faire circuler des copies pirates du film ; de la même façon Gérard Damiano a dû "consentir" à l'abandon de ses droits sur "Deep Throat" ; d'autres que lui se sont remplis les poches avec les recettes extraordinaires du film.»*

Décidément la pourriture du cinéma pornographique a des mécènes bien singuliers.

Vu par Lucien

la Commune de Paris, premier état de dictature du prolétariat

«Un régime mille fois plus démocratique...»

«La commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois...»

«... Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante "représentera" et foulera au pied le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en commune».

Karl Marx **«La Guerre civile en France» (1871)**

La Commune de Paris a montré de manière particulièrement frappante l'opposition irréductible entre deux démocraties : celle de la bourgeoisie et celle du prolétariat.

Par rapport au féodalisme qui précéda la révolution de 1789, le parlementarisme et la démocratie de la bourgeoisie, érigée alors en classe dominante, constituait un réel progrès, comme le système féodal lui-même l'était par rapport au système esclavagiste.

Seulement, à l'époque de la révolution du prolétariat, la démocratie bourgeoise apparaît dans toutes ses limites et tous ses aspects réactionnaires.

Voilà ce que l'histoire des luttes de classes de notre pays nous a apporté.

La démocratie prolétarienne n'est pas un vain rêve, ni une chimère, elle est une réalité éprouvée par les Communards de Paris ; elle est le fondement même de la dictature du prolétariat.

C'est précisément à l'heure où dans notre pays, les ouvriers et d'autres couches travailleuses, dans de multiples occasions, aspirent à cette démocratie-là, que le parti de Marchais tourne le dos à la dictature du prolétariat sous le prétexte mensonger que le mot «dictature» fait peur à la masse.

«DÉMOCRATIE EN GÉNÉRAL» ?

La question de la démocratie peut-elle s'envisager en éludant la question de la nature de classe de l'État, c'est ce qu'ont fait tous les idéologues de la bourgeoisie avant et après la Commune de Paris. Ces derniers parlent de démocratie «en général», pour attaquer la dictature «en général». En fait, la question de la démocratie, comme celle de la dictature ne peut s'envisager, qu'on le veuille ou non, en dehors du contenu et de la nature de l'Etat.

Or le caractère de classe de la démocratie bourgeoise n'est plus à démontrer, comme d'ailleurs une de ses institutions qu'est le parlementarisme. Ce n'est rien d'autre qu'un appareil permettant, comme le soulignait Karl Marx en 1871, de *«décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante "représentera" et foulera au pied le peuple au Parlement»*.

N'est-ce pas ce qu'ont montré, ne serait-ce qu'en France, les 105 années qui se sont écoulées sous le régime de la domination de la grande bourgeoisie et qui nous séparent de la Commune de Paris ?

La démocratie «en général» braillée par la bourgeoisie de droite et de «gauche» n'est que le voile de la dictature d'une minorité d'exploiteurs sur une majorité d'exploités. La démocratie «en général» n'est autre que la démocratie «bourgeoise».

«LE COMITE CENTRAL, AUX DÉLEGATIONS DES VINGT ARRONDISSEMENTS DE PARIS,

Ayant eu connaissance du projet énoncé dans le journal *La Nouvelle République*, d'après lequel les séances de la Commune ne seraient pas publiques ni ses décisions publiées ;

Considérant que la publicité est la condition première de la responsabilité, et que, sans elle, les électeurs ne pourraient juger leurs mandataires, ni les révoquer au besoin ;

Invite les membres de la Commune de Paris, dont il connaît d'ailleurs le républicanisme et l'esprit révolutionnaire, à repousser le projet en question.

Pour la Délégation :

Chalvet, Toussaint, Thélidon, Raullier, Dupas, Bedouch, Sallée, Napios-Piquet, Portalier, Baux, Paguerre, Humbert, Gaillard père, Lévy, Vigneron, Briosne, Thissot, Mouestès, Turpin.»

(in «Le Cri du peuple» No 30 du vendredi 31 mars 1871)

LA DEMOCRATIE PROLÉTARIENNE

La Commune de Paris, même si elle ne devait durer que soixante-dix jours, n'en a pas moins été un exemple brillant de l'organisation du prolétariat érigé en classe dominante après la destruction violente de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.

La démocratie prolétarienne de la Commune fut exactement le contraire de ce «parlementarisme» mis en avant par la bourgeoisie pour voiler sa dictature sur les classes travailleuses.

La Commune devait être un organisme *non* parlementaire mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois.

Voyons cela de plus près :

Les organismes nés du mouvement de masse des prolétaires parisiens en armes, ont plusieurs caractéristiques qui les distinguent fondamentalement du parlementarisme bourgeois.

Les représentants du peuple sont élus au suffrage direct, sont redevables devant leurs mandants, et révocables à tout moment.

Les «élus» ne le sont pas une fois pour toute et définitivement coupés de la masse pendant leur mandat. Au contraire, ils doivent rendre compte de leurs travaux devant les masses et peuvent être remplacés suivant le même système au cas où ils n'appliquent pas les décisions de masse.

Un détail, tous les représentants de la Commune ne touchent pas de salaire plus élevé que celui d'un ouvrier moyen dans le but de ne pas le couper de ses mandants par la voie de privilèges injustifiés.

Au sein des organismes de la Commune, au niveau central, comme au niveau des arrondissements de Paris, la liberté d'opinion et la confrontation des idées est de rigueur. Elle ne dégénère pas *en* vaste cirque comme dans les hémicycles des parlements bourgeois où les divers clans des classes dominantes se chamaillent le pouvoir.

C'est seulement grâce à ce nouvel Etat que les décrets — dont nous avons parlés dans un précédent article — favorables à l'amélioration immédiate de la condition de vie des ouvriers, travailleurs et soldats parisiens purent être promulgués et appliqués effectivement.

LA CONDITION DE LA DÉMOCRATIE PROLETARIENNE

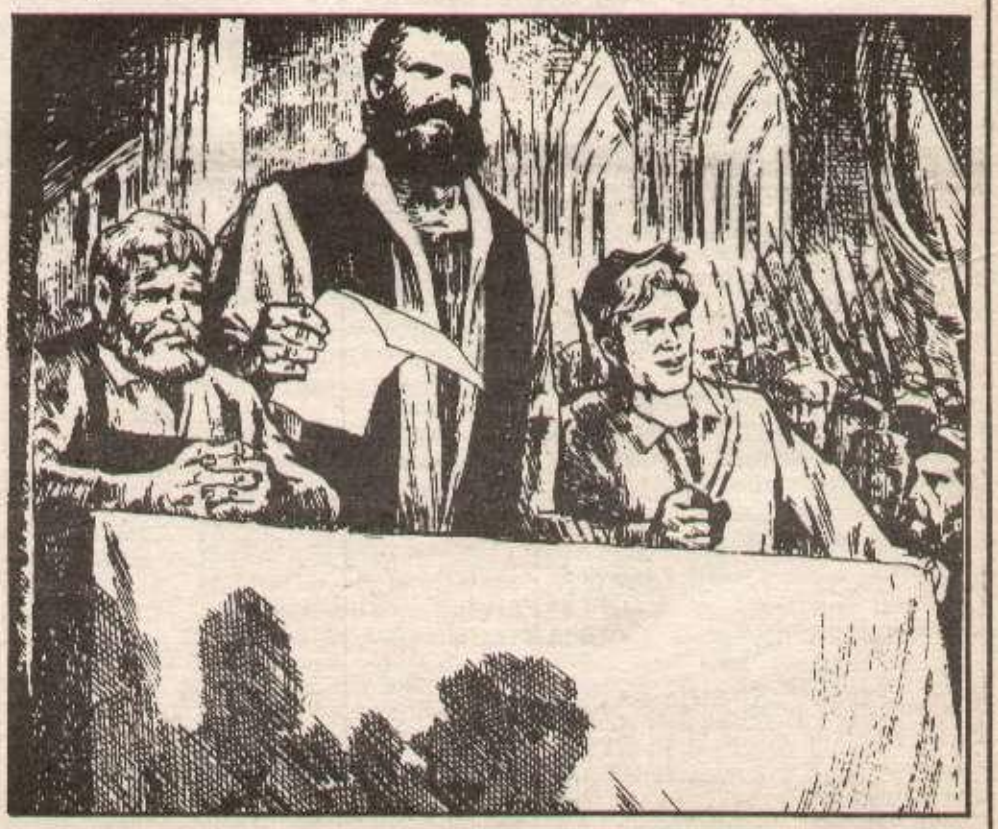
Evidemment la démocratie prolétarienne n'est pas au-dessus des classes ; elle ne prétend pas concilier les classes et les intérêts contraires des classes exploitées et exploiteuses, le prolétariat et la bourgeoisie.

La condition de cette démocratie *«mille fois plus démocratique que la plus démocratique des démocraties bourgeoises»* comme le soulignait *Lénine*, réside dans la position que prend le prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie et de son appareil d'Etat.

Dès le début de la Commune, la classe ouvrière dû reconnaître d'emblée qu'une fois au pouvoir, elle ne pouvait se contenter d'utiliser l'ancien appareil d'État (armée, police, justice, administration, etc.) pour son propre service ; elle devait l'éliminer par les armes en dissolvant ses organismes qui l'avait opprimée depuis des décennies.

Cette destruction de la puissance de l'État bourgeois et son remplacement par un pouvoir nouveau, véritablement démocratique , la dictature du prolétariat, sont dépeints en détail dans le grand livre d'éducation de Karl Marx «La Guerre civile en France»*. Nous conseillons donc à tous nos lecteurs de l'étudier.

**«La Guerre civile en France» Karl Marx, éditions de Pékin, l'exemplaire : 1,40 F — E-100 — 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris.*



Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépot legal : 1er trimestre 1976